

III. L'après-Guerre froide : l'Europe et les transformations de l'ordre mondial

Présidence : Bruno Racine

*Intervenants :
Philip Gordon
Pierre Hassner*

Bruno RACINE (*Directeur du CAP 1993-1995, Président du Centre Pompidou*)

Bien, nous allons reprendre pour une heure avant de conclure cette journée. Je remercie beaucoup Gilles Andréani de son invitation.

J'avais à l'époque organisé le 20ème anniversaire du CAP. Les années passent mais les esprits sont toujours aussi vifs et je m'en réjouis.

J'avais eu le bonheur, en 1993, de rapatrier le CAP dans ses bâtiments du Quai d'Orsay et, pour reprendre un point évoqué par Thierry de Montbrial dès l'ouverture de cette journée, de le réinstaller dans une position qui permettait un accès plus confiant et plus rapide au Ministre. J'avais moi-même une double casquette, ce qui n'était pas toujours facile à gérer, puisque je me trouvais à la tête du CAP et chargé de certains dossiers assez prenants auprès du Ministre. D'où l'intérêt et le caractère indispensable de l'adjoint fiable qu'était Stéphane Chmielewsky, que j'ai plaisir à saluer aujourd'hui.

Pour anticiper ce que dira peut-être Samy Cohen plus tard, le Ministre Alain Juppé avait demandé un rapport à Jean Picq sur la réforme du Quai d'Orsay. Ce rapport avait inspiré plusieurs des mesures adoptées par la suite, notamment la fameuse conférence annuelle des ambassadeurs à la fin du mois d'août, mais aussi l'idée,

quelque peu hétérodoxe, de la « double opinion ». Cette mesure aurait consisté, sur les sujets les plus importants, à présenter au Ministre l'opinion ou les recommandations de la direction concernée et celle du CAP en deuxième colonne, dans la mesure où le CAP aurait eu les moyens humains d'assumer cette tâche.

Cette idée audacieuse n'a pas été retenue pour des raisons tout à fait compréhensibles de sociologie administrative. Je me souviens d'une discussion avec Alain Dejammet qui disait que si l'on voulait motiver les directions, il était dangereux de donner à penser que la seconde opinion éclipserait fatalement la première.

Cela étant, il est exact que le CAP, qui avait subi une véritable relégation au cours des années précédentes, se trouvait réintégré dans la structure.

En ce qui concerne les rapports entre le CAP et les autres directions du ministère, ils étaient de deux types. Les uns qui pouvaient être très confiants et de collaboration même assez active. Je pense par exemple aux affaires stratégiques où, par définition, la réflexion est assez ouverte. Dans d'autres secteurs, le dialogue était plus difficile et je me rappelle en particulier certaines mises en garde qui avaient été adressées sous le couvert du CAP par Jean-François Bayart et qui étaient largement prémonitoires sur la Côte d'Ivoire. Ceci ne provoquait pas toujours des réactions très positives.

Mais c'est justement le lot du CAP que de susciter des débats d'idées par définition contradictoires. L'avis du CAP n'est pas nécessairement suivi et cet avis n'est pas forcément non plus le meilleur.

J'en viens maintenant au thème officiel, si je puis dire, du programme qui est l'après-guerre froide, l'Europe et la transformation de l'ordre mondial. Ce thème a déjà été très largement débroussaillé au cours des sessions précédentes.

Je partirai de deux ou trois éléments tirés du passé, pour inviter nos deux intervenants à déboucher sur une réflexion prospective

puisque telle est la raison d'être du CAP : analyser, tirer les leçons d'une situation, pour nourrir des recommandations en vue de l'avenir.

Je parlerai par exemple de la crise balkanique qui a occupé une place très importante lorsque j'étais à la tête du CAP.

Il a été rappelé tout à l'heure à quel point la politique, et aussi l'analyse, avaient été en retard sur le déclenchement de la crise elle-même. La crise n'avait pas été anticipée et la France, très largement, réagissait face aux initiatives des autres, notamment de l'Allemagne.

La période 1993-95 a été très intéressante, très difficile aussi. Le CAP, et moi en premier, se sont beaucoup investis sur cette affaire et je tiens aussi à mentionner l'importance de la collaboration qui s'était instaurée avec la Délégation aux Affaires Stratégiques du Ministère de la Défense, parce qu'il était nécessaire de conforter l'analyse géopolitique par une expertise militaire incontestable.

On a pris conscience très tôt que des négociations, encouragées par l'Union européenne, ne pouvaient aboutir que si une présence militaire crédible gelait la stratégie des acteurs sur le terrain. C'était le point de départ d'un certain nombre d'initiatives, notamment la création des fameuses zones de sécurité par l'ONU, par le Conseil de Sécurité au premier semestre 1993.

Mais progressivement, le décalage entre cette démarche politique et la réalité de l'instrument militaire qu'était la FORPRONU est apparu presque d'emblée, compte tenu du niveau des contributions des Etats participants, l'exemple le plus criant étant celui de ces fameuses zones de sécurité car jamais la FORPRONU n'a eu les moyens, jugés nécessaires au départ, pour en faire précisément des zones de sécurité et non pas ce qu'elles sont devenues, c'est-à-dire des enclaves assiégées.

D'où le constat d'échec dressé à la fin 94. La FORPRONU se trouvait largement discréditée dans sa mission d'interposition parce qu'au fur et à mesure que les mois passaient, les Etats contributeurs cherchaient à diminuer leur engagement, en particulier en refusant de

renouveler leur contingent dans les zones de sécurité les plus exposées. Lord Owen poursuivait les discussions avec beaucoup de persévérance mais nous pensions que, dans un tel contexte, elles ne pouvaient aboutir qu'à geler la situation au profit du plus fort. D'où l'analyse présentée par le CAP à l'époque, et qui soulignait les deux termes de l'alternative : soit un retrait, qu'évidemment on ne recommandait pas, soit un réengagement militaire qui allait permettre d'imposer un règlement politique. Mais quelle que soit l'option retenue, il fallait de toute manière en passer par une phase offensive, de regroupement de la FORPRONU, ce qui ne pouvait se faire que moyennant des déploiements supplémentaires, et de ces déploiements passer à la fameuse force de réaction rapide franco-britannique qui relevait d'une logique plus « offensive » que précédemment.

Deuxième point qui pourrait illustrer le propos, c'est la relation vis-à-vis de l'OTAN, puisque la question des rapports transatlantiques est une constante de sujets d'intérêt pour le CAP, depuis l'origine, et je pense que cela ne va pas s'effacer de sitôt.

Le Ministre rappelait ce matin que, déjà à cette époque c'est-à-dire la guerre froide terminée, le ciment de l'Alliance n'était plus une nécessité mais un choix, et que pour justifier le maintien d'une telle alliance militaire, l'OTAN s'engageait dans une direction qui était celle, d'un prestataire de services, pour ce qu'on a appelé les nouvelles missions, lesquelles n'avaient plus rien à voir avec la défense stricto sensu du territoire européen.

Il y avait évidemment aussi le constat, en France mais aussi au niveau européen, qu'à partir d'un certain niveau de crise, l'Union européenne n'avait pas les moyens, et sans doute pas non plus la volonté politique, d'intervenir seule, ce qui posait la question de la collaboration avec les Etats-Unis. La question s'est posée dès qu'on a parlé de plan de paix dans les Balkans, puisqu'il a toujours été entendu que la mise en œuvre d'un tel accord incomberait à l'OTAN, ce qui avait d'ailleurs posé quelques difficultés au gouvernement français.

En effet, il y avait un décalage entre ce constat que je viens de rappeler et la posture française à l'égard de l'Alliance qui cantonnait notre pays aux organes dits politiques.

Un des apports du CAP a été de rappeler, ou de souligner, qu'une politique européenne de défense devait nécessairement comporter un volet atlantique puisque les Européens étant ce qu'ils sont, un certain nombre d'entre eux ne pouvaient pas s'engager dans une démarche européenne active sans engagement ou réengagement au sein de l'Alliance. Une politique en quelque sorte à deux facettes qui supposait à la fois une réforme de l'OTAN et une adaptation de la culture française. D'où la recommandation en 1997, de lier le degré de réengagement français dans l'Alliance au degré de réforme de l'OTAN ; tentative qui s'est arrêtée à mi-chemin pour des raisons à la fois externes et internes que je ne développe pas, mais qui allait en tout cas dans le sens que j'ai indiqué.

Ces deux épisodes, que j'ai rappelés brièvement, Balkans et réforme de l'OTAN, reflétaient aussi une situation dans laquelle les Européens éprouvaient, éprouvent encore d'ailleurs, un certain complexe d'infériorité devant la puissance américaine qui, dans le cas français, est générateur de frustrations qui s'expriment avec plus ou moins de force.

Cette puissance américaine, bien avant la crise de l'année dernière, avait conduit Hubert Védrine à forger le terme d' « hyper puissance ». Même s'il a précisé qu'il n'y avait pas de connotation polémique dans ce terme, il traduit bien ce sentiment de décalage entre les puissances.

La question qui se pose est de savoir, si le 11 septembre et ses conséquences, masquées au moment de l'Afghanistan et qui ont éclaté au plein jour au moment de l'invasion de l'Irak, ouvrent une nouvelle page ou sont simplement un accident ; l'apogée de l'influence néo-conservatrice est-elle déjà derrière nous ou bien avons-nous affaire à une tendance historique lourde ?

Je suppose que nous en débattons, mais c'est dans ce sens que j'ai conseillé à Phil Gordon et à Pierre Hassner d'axer leurs interventions. Nous avons besoin d'une analyse critique des notions qui sont si importantes dans notre langage politique, monde unipolaire, monde multipolaire, multilatéral, unilatéral, etc. Ces notions étant très souvent employées l'une pour l'autre, la question est de savoir à quelle condition un monde multipolaire qui semble inévitable, sera plus stable et meilleur que le monde unipolaire actuel ? Parce que la réponse n'est pas évidente et un monde peut être à la fois unipolaire et multilatéral si la grande puissance se plie à certaines contraintes et inversement, un monde multipolaire peut être très unilatéral, agressif et dangereux si chacun des pôles ne poursuit que ses propres intérêts sur une base conflictuelle.

Cela pourrait être un des apports de cette session que de soumettre ces concepts à la critique, au-delà d'une approche purement intuitive ou affective du sujet.

Phil Gordon et Pierre Hassner feront un duo franco-américain qui sera certainement plus amical que d'autres, entre autres parce que Pierre Hassner est un non-conformiste et que l'attachement de Phil à notre pays est connu.

Philip GORDON (*Directeur, Center on the United States and Europe, Brookings Institution*)

Merci beaucoup et merci Gilles de m'avoir invité. Je suis quand même un peu gêné de traiter de ce thème devant un groupe de personnes qui connaissent le sujet beaucoup mieux que moi et avant Pierre Hassner qui connaît aussi ce sujet beaucoup mieux que moi et qui a participé à tous ces débats.

Si j'ai un seul avantage, si je peux dire, c'est la distance et le recul. Je propose de partager quelques observations avec vous sur la politique étrangère de la France depuis la fin de la guerre froide et puis un mot aussi sur l'avenir.

J'organise mes réflexions autour de trois thèmes, trois idées qui sont : la continuité, le consensus et le conservatisme.

Je m'excuse pour les « trois C », je n'ai pas aimé les « trois D » à l'époque et je n'aime pas tellement ces « trois C » non plus, mais c'est ce qui me vient à l'esprit quand j'observe cette période.

Je commence avec la continuité. Et ce que je veux dire par là, c'est que malgré les changements énormes du contexte stratégique du monde à la fin de la guerre froide pendant cette période, l'unification de l'Allemagne, la dissolution de l'Union soviétique, même plus tard le 11 septembre et ses conséquences, on est quand même plus frappé par la continuité dans la politique étrangère française que par le changement.

Si on décrivait la politique étrangère de la France aujourd'hui, je pense qu'on utiliserait plus ou moins les mêmes termes, les mêmes idées qu'il y a 10 ans, 20 ans.

Il y a une France qui doit exister sur la scène mondiale et jouer un rôle important. C'est une politique étrangère plus volontariste que celle de l'Allemagne ou de l'Italie, plus européenne que celle de la Grande-Bretagne, plus globale que tous les autres, – c'est-à-dire une politique toujours distincte, toujours plus ou moins comme dans les décennies d'avant la fin de la guerre froide.

Je souligne cette continuité parce que ce n'était pas évident. Je pense que ce n'était pas automatique, qu'il y ait une continuité au-delà de la guerre froide. Je me rappelle bien un discours de Zbigniew Brzezinski en 1990 où il prévoyait une France atlantiste. Sa logique était que l'Allemagne devenait maintenant la grande puissance en Europe, la préoccupation stratégique pour la France serait de contenir l'Allemagne et entre 1990 et 2000 et la France deviendrait par nécessité le pays le plus atlantiste de l'Europe et on verrait une coopération franco-américaine parfaite.

Brzezinski est un très bon analyste, mais je pense, là, que cette évolution n'a pas eu lieu. On a vu la continuité de la politique

étrangère de la France vis-à-vis de l'Allemagne et vis-à-vis des Etats-Unis malgré le changement du contexte stratégique. Et ce sont effectivement les deux points forts de la continuité, les plus importants : les relations avec les Etats-Unis et la politique vis-à-vis de l'Europe.

En ce qui concerne les Etats-Unis, comparons ces relations aujourd'hui avec la situation il y a quarante ans. Si on regarde le début des années 60, c'est presque la même chose. Les facteurs de continuité, une Amérique qui monte en puissance, qui montre ses capacités militaires, un Président wilsonien qui veut changer le monde et qui est prêt à utiliser toutes les capacités des Etats-Unis pour le faire, et plus tard, dans les années 60, les Etats-Unis qui mènent une guerre populaire en Europe aussi. Par rapport à cette Amérique qui monte en puissance, il y a une France qui lutte contre le monde unipolaire, qui le critique, qui essaye de contrer les Etats-Unis et qui refuse de donner un chèque en blanc aux Etats-Unis. Donc cela ça n'a pas vraiment changé en quarante ans.

La politique française vis-à-vis de l'Europe aussi, je pense qu'il y a beaucoup plus de continuité. Il y a eu une forte continuité dans tout cela, du plan Foucher jusqu'au traité constitutionnel de cette année, en passant par Maastricht et le système monétaire et l'euro et la PESG et tout cela, l'ambition de la France, la politique de la France c'est de faire l'Europe et une Europe qui puisse exister dans le monde et qui serait le partenaire, mais un partenaire à égalité, des Etats-Unis. Donc le premier point c'est la continuité, même après la guerre froide.

Deuxième point, le consensus. Je parle de consensus et, là vous me direz si je me trompe, et c'est l'inconvénient d'être à l'étranger : je ne suis pas de près les débats internes auxquels vous avez participé.

Mais quand Gilles m'avait dit que cette conférence était sur le débat de la politique étrangère de la France, j'ai réfléchi sur le débat, pendant cette période, et ce qui m'a frappé, quand même, c'était plutôt l'absence de débat. L'absence relative de débat surtout par rapport aux années précédentes. Là, on a passé la journée à discuter des débats historiques et c'est vrai que sur le colonialisme, le communisme, la

guerre froide, l'Europe, les Etats-Unis et le nucléaire, la France a eu des débats sérieux. Mais par rapport à cette période, les années 90, je pense, beaucoup moins. Au moins en ce qui concerne l'appareil politique.

C'est vrai qu'il y a eu des débats, par exemple si on regarde l'élection de 2002, toutes les voix qui se sont portées sur les candidats anti-mondialisation, anti-Europe, cela veut dire qu'il est vrai qu'il y a des voix en France contre le consensus politique, les diplomates, les hommes politiques et les partis politiques. Mais cela dit, en ce qui concerne l'Etat français et les grandes questions de cette décennie, je ne vois pas vraiment de débat.

Prenons l'Europe. Il y a dix ans, il y avait toujours un débat sur l'Europe : même Maastricht, pas uniquement dans l'opinion publique mais au sein de la classe politique. Je pense que les deux tiers du RPR ont voté contre le traité de Maastricht. Mais, depuis, je pense que l'Europe est acceptée même par la droite, et contestée par les partis qui ne sont pas au pouvoir. Mais entre la droite et la gauche, en France, le débat sur l'Europe, je pense que c'est plus ou moins la même politique.

La mondialisation, autre grand thème de débat de politique internationale. C'est vrai qu'il y a une contestation en France de la mondialisation mais au sein des partis au pouvoir, des diplomates et encore une fois des appareils politiques je ne pense pas. C'est la mondialisation maîtrisée, c'est le même discours de Chirac et Jospin pendant toute cette période et on ne voit pas vraiment de différences.

Idem en ce qui concerne les Etats-Unis, peut-être la grande question de politique étrangère. Aujourd'hui, est-ce qu'il y a énormément de différence entre les principaux partis politiques, parmi les diplomates, parmi les dirigeants potentiels du CAP ? Je ne sais pas mais j'ai l'impression qu'il y a eu une politique française vis-à-vis des Etats-Unis qui fait partie d'un consensus de politique étrangère.

Et au Moyen-Orient aussi, il y a eu un certain débat sur Israël mais sur l'Irak, encore une fois un consensus relatif en France. Ce qui

est intéressant, malgré tous les changements de politique intérieure, je pense avoir raison de dire que depuis 78, le parlement change à chaque fois qu'il y a une élection, n'est-ce pas ? Est-ce que cela change la politique étrangère de la France ? Est-ce que les changements de majorité qui ont changé les directeurs du CAP et tout le reste, les ministres des affaires étrangères, est-ce que cela a changé la politique étrangère de la France ? Je ne suis pas sûr.

Chaque politique étrangère a de la continuité, la politique étrangère de Etats-Unis aussi. Mais je dirais, on peut discuter aussi, qu'aux Etats-unis il y a surtout maintenant un vrai débat politique. C'est là où je ne suis pas d'accord avec Kagan, quand il dit que les Américains viennent de Mars et les Européens de Vénus. Je dis « *Speak for yourself* ». Il y a un débat aux Etats-Unis entre les « *Blue states* » et les « *Red states* » et les résultats des élections, cela compte pour la politique étrangère. Et, pour mentionner encore une fois le CAP ou notre Policy Planning Staff, on aura une élection très bientôt, on ne sait pas qui va gagner ; mais je pense que cela fera une différence pour notre politique étrangère. Si le directeur du Policy Planning Staff américain était John Bolton, je pense que cela aurait quand même un impact significatif pour la politique étrangère américaine.

Dernier point, le conservatisme. Qu'est-ce que je veux dire par là ?

Je pense que la politique étrangère française depuis la fin de la guerre froide a été aussi assez conservatrice, ce qui est intéressant pour un pays qui pendant toute la guerre froide a contesté, au moins rhétoriquement, l'ordre mondial.

Depuis, à chaque fois qu'il y avait une occasion de contester l'ordre mondial, la France semblait plus confortable avec l'ordre mondial existant, qu'avec des changements.

Je pense que c'est vrai dans beaucoup de catégories différentes. Je dirai qu'il y a une exception à cette thèse. C'est à mon avis, l'Europe. Je pense que la politique française sur l'Europe, la création

de l'Europe, ce n'est pas conservateur, c'est révolutionnaire à long terme. Et cette poursuite d'une unification de l'Europe, c'est quand même le changement, même si c'est assez long. Ce n'est pas un changement radical ou à court terme, mais je pense que la politique étrangère française pendant cette période a été assez conservatrice.

Pendant la guerre froide elle-même, je dirais, il y avait une rhétorique française contre le système mondial. La France était assez à l'aise dans ce système qui lui donnait beaucoup de marges de manœuvre. Mais la réaction française après la fin de la guerre froide, - je parle, Frédéric Bozo, toi qui fais un livre sur cette question, sous ton contrôle - mais moi mon impression c'est que la réaction de François Mitterrand à la fin de la guerre froide était hésitante. On voit la visite à Kiev, les discours, enfin les citations, où il se montrait nerveux, il avait peur des changements de la situation mondiale. Apparemment, la France n'était pas si mal à l'aise que cela pendant la guerre froide.

Les Balkans, au début Bruno a parlé de cela, au début des années 90, la question des intérêts dans les Balkans, c'est vrai qu'il y a eu un débat, Pierre Hassner et les autres. Mais à part quelques voix qui critiquaient la politique de statu quo dans les Balkans, la France semblait vouloir préserver le statu quo.

Elargissement de l'OTAN et l'Union européenne. Encore une fois, la France a fini par accepter ces changements institutionnels, mais sa position était plus ou moins contre, la France voulait aller beaucoup plus lentement que ses alliés.

Autre exemple récent : L'Irak où on voit une préférence pour le statu quo. Et encore une fois, ce n'est pas pour critiquer cette politique, parfois le statu quo est mieux que les alternatives. Ce n'est pas pour critiquer, c'est juste pour observer. L'Irak et la démocratisation au Moyen-Orient : la France donne l'impression de préférer le statu quo au changement, ce qui provoque de grandes différences avec les Etats-Unis de nos jours. Les Etats-Unis après le 11 septembre ont décidé que le statu quo n'allait plus et qu'il fallait changer ; cela coïncidait avec une montée en puissance qui donnait l'impression aux Américains qu'ils avaient la capacité de changer le

monde. Et je pense que c'est cela qui a provoqué les grandes différences entre les Français et les Etats-Unis ces dernières années. Les Américains ont décidé d'utiliser la puissance pour changer le monde et les Français pensaient que cela comporterait plus de risques que d'avantages.

Il faut bien comprendre le conservatisme de la politique étrangère française qui a subi tellement de turbulences à travers les changements historiques et qui a même assez profité de la période de la guerre froide. Je constate tout de même que c'était une politique assez conservatrice.

Dernier point, très brièvement juste pour l'évoquer. Je pense - si j'ai un peu raison sur cette question de continuité et de consensus - que cela va continuer ainsi. Quand on fêtera le quarantième anniversaire du CAP, je pense que l'on aura plus ou moins les mêmes débats, je pense qu'il y a un débat en Europe aujourd'hui entre deux visions du monde vraiment simplifiées : la vision atlantiste et une vision française, continentale, je ne sais pas comment l'appeler. Il y a des indications contradictoires, il est difficile de savoir, de prévoir quelle conception va gagner.

On a l'impression maintenant que la conception française domine surtout après l'Irak et le sentiment de l'opinion publique en Europe vis-à-vis des Etats-Unis, de l'administration Bush. On a l'impression quand même que cette conception française d'une France forte dans une Europe forte qui peut être l'égale des Etats-Unis, c'est cela l'avenir. Mais en même temps, ce n'est pas sûr avec les nouveaux membres de l'Union européenne qui restent atlantistes, avec les petits membres de l'Union européenne qui résistent à l'hégémonie franco-allemande autant qu'ils résistent à l'hégémonie américaine. Je pense que ces indications sont contradictoires et il est difficile de savoir quelle vision entre ces deux choix va dominer dans la décennie à venir.

Bruno RACINE

Merci beaucoup. Il y a juste une remarque que je voudrais faire en passant, c'est que le point de vue extérieur est très différent de celui que l'on peut avoir à l'intérieur de l'Etat où des sensibilités, des nuances qui nous apparaissent davantage que de l'extérieur. Mais, dès le début de cette journée, une intervention rappelait les limites pratiques des changements que Valéry Giscard d'Estaing avait voulu apporter dans la politique étrangère.

Il est exact que dans une vision un peu distanciée comme celle que peuvent avoir les Etats-Unis, des moments aussi importants que l'intervention de François Mitterrand en faveur du déploiement des missiles américains, si les Soviétiques ne retiraient pas les leurs, apparaît peut-être moins fort que pour les acteurs français et européens.

De la même manière, l'annonce par Jacques Chirac de la possibilité pour la France de participer pleinement à la structure militaire de l'OTAN si celle-ci était rénovée en profondeur, constituait une véritable rupture intellectuelle et en tout cas la fin d'un blocage, même si dans les faits la démarche n'est pas allée jusqu'au bout.

Il y a un point aussi peut-être qui pourrait nous intéresser tous : sur les douze dernières années, il y a eu sept années de cohabitation en France et il est très probable que cette configuration politique a pesé fortement dans le sens des 3 C indiqués, du moindre mal qui consiste dans ce contexte à s'en tenir à une position à laquelle l'opinion est habituée plutôt qu'à innover.

Pierre HASSNER (*Directeur de recherche émérite, CERI*)

Merci beaucoup Bruno.

D'abord une remarque : on n'apprend jamais de ses erreurs et en novembre dernier Gilles avait organisé une rencontre avec les fameux néo-conservateurs qui nous ont beaucoup occupés aujourd'hui. Et il

m'était échu, comme Kagan n'était pas là, de commenter un exposé de Phil Gordon.

Je ne suis pas arrivé à trouver un point de désaccord avec lui. C'était très ennuyeux parce que, comme il disait, nous prenons toujours le milieu de chaque question et pour cela je recommande le livre qu'il vient de publier avec Jeremy Shapiro sur les alliés et la crise pendant la guerre d'Irak où, contrairement à d'autres livres sur le même sujet, je ne vois pas une phrase à reprendre.

Ici, j'aurais quand même une question sur laquelle je terminerai : sur cette dualité, les deux visions dont il a parlé à la fin. Oui, mais cela dépend beaucoup de l'évolution des Etats-Unis, et là tu as dit que la politique étrangère changeait beaucoup : Bolton contre Halperin. Mais est-ce que à ton avis les Etats-Unis vont continuer à être une puissance révolutionnaire ou rentrer quand même dans des normes plus conservatrices ? L'attitude européenne dépendra beaucoup de cela et, personnellement, je ne crois pas malheureusement au monde multipolaire avec l'Europe, comme l'un des grands pôles. Je ne crois pas non plus au monde unipolaire des néo-conservateurs ou de Bush, et je finirai là-dessus : quelle sera la troisième hypothèse autre que l'anarchie pure et simple ?

Un mot d'introduction aussi à propos du CAP. Je n'en ai pas fait partie bien que j'aie eu pendant quelques années le titre de conseiller du CAP et qu'actuellement je collabore avec lui comme consultant mais je dois dire qu'avant même sa naissance, j'ai beaucoup souhaité qu'il existe. J'étais très frappé en étant en 1966-67 en Angleterre, j'étais stupéfait de voir ces milieux où intellectuels, fonctionnaires, militaires etc. discutaient à l'Institut d'Etudes Stratégiques, et le rôle du Policy Planning Council et donc j'ai été très heureux quand en 1973-75 c'est arrivé. Je ne m'étendrai pas sur les souvenirs, mais, je fais aussi partie de ce groupe dont parlait Marie Mendras au moment de l'état d'urgence en Pologne. On se réunissait très fréquemment et, à plusieurs moments, le CAP a joué un rôle que j'ai toujours salué.

Mais la dernière question, là je rejoins Phil, la grande contribution du CAP, devait être d'encourager un débat de politique

étrangère en France. Est-ce qu'il a réussi ? Est-ce qu'il y a un débat de politique étrangère en France ?

J'approuve à ce propos tout à fait ce qu'a dit Phil Gordon avec un complément.

Il me semble qu'en politique étrangère, il y a un consensus qu'il n'y avait pas du temps de De Gaulle, qu'il n'y avait pas au moment de la création de l'Alliance atlantique. Il y a eu la querelle du neutralisme, ensuite il y a eu la querelle de la C.E.D., la querelle de la sortie de l'OTAN, la querelle de la stratégie nucléaire, etc. Mais il me semble que depuis, il y a, même d'ailleurs sur le plan européen, une espèce de compromis ou de consensus où chacun vit avec les contradictions.

Moi, j'ai toujours pensé qu'il y avait deux grandes visions de politique étrangère qui venaient de deux Français d'ailleurs : le Général de Gaulle et Jean Monnet, et depuis, tous les gouvernements, qu'il s'agisse de Mitterrand, de Giscard, de Chirac, essayent de faire un vague compromis, d'être monnetistes sur l'Europe (le marché commun) mais gaullistes sur la dissuasion, un peu plus, un peu moins, de même ni atlantistes complètement, ni contre les Etats-Unis comme l'Europe, mais pas tout à fait fédéral mais plutôt intergouvernemental, acceptant des institutions fédérales.

Il me semble qu'il n'y a pas de grandes oppositions à cela sur le plan de la politique étrangère, où on gère ces contradictions. On est à la fois le pays des droits de l'Homme et le pays de la raison d'Etat. On n'est pas pacifistes, contre l'emploi de la force, mais on ne veut pas l'employer à tort ou à travers, ainsi de suite.

Simplement, j'ai ce sentiment qu'au niveau de la société, au contraire, il y a une espèce de sentiment d'incertitude face à de grandes interrogations : où va la France, où va l'Europe, où va le monde ?

Il y a des questions qui ne sont pas directement de politique étrangère, qui sont à cheval sur la politique étrangère et intérieure,

mais qui sont des questions d'identité, de communauté, voir la querelle déclenchée par notre ami Nicolas Baverez sur le déclin de la France.

Il y a aussi cette Europe où chaque fois on a dit, après Maastricht, après Amsterdam, maintenant, il faut un grand débat européen. Il ne s'est jamais produit. L'élargissement n'a jamais produit de grands débats et maintenant au moment des élections cette Europe n'a pas de visage, on ne sait pas où elle va. A l'occasion de l'Irak, d'un côté certains pensaient, elle se fera dans le pacifisme, d'autres, elle se fera à côté des Etats-Unis. Je trouve que l'on est dans un sentiment de malaise qui n'est pas directement de politique étrangère, mais qui est un malaise également des Musulmans dans la société française, des Juifs. Tout cela a à voir avec le conflit du Moyen-Orient, israélo-palestinien et ses répercussions. Mais je crois que cela affleure quand même, qu'on le sent dans l'atmosphère. Il me semble que la seule question qui commence à toucher le public, c'est la question de la Turquie, l'accès de la Turquie qui, en-dehors des problèmes réels qui se posent, économiques ou stratégiques, des droits de l'Homme, révèle plutôt ces questions que l'on se pose sur notre identité, qu'est-ce que l'Europe ?

Dans quelle mesure est-ce que la diplomatie, la stratégie, les centres d'intérêts, de vocation du CAP peuvent contribuer à répondre à cela ? C'est problématique, mais ce n'est jamais bien loin.

Alors deuxièmement, je parlerai de la manière de gérer des contradictions inévitables, et à l'invitation de notre président, de la perspective d'avenir. Parce qu'il me semble que, encore une fois, la politique française a ses contradictions. Tout le monde en a, et je crois qu'on est obligés de les gérer ; mais c'est plus difficile depuis la fin de la guerre froide. Je me rappelle que Brzezinski, à la fin de la guerre froide, avait dit « *La guerre froide a deux vainqueurs, ce sont les Etats-Unis et l'Allemagne, deux vaincus, la Russie et la France* ». Or la victoire américaine a son mauvais côté aujourd'hui, l'Allemagne, je crois qu'elle prend de plus en plus conscience de son indépendance virtuelle, de son poids mais elle est quand même empêtrée dans

beaucoup de difficultés. La Russie ne manœuvre pas si mal dans le nouveau monde.

Quant à la France, et quant à l'Europe, Chevènement avait dit « *La première victime de la chute du mur de Berlin, c'est Jacques Delors, c'est l'Europe* ». Il avait tort parce qu'il y a eu toutes les avancées que l'on a connues depuis, en partie pour éviter de donner raison aux critiques, l'euro etc. Il a peut-être raison quand même avec l'élargissement, mais je pense que le monde pour la France était peut-être plus facile quand les autres ne bougeaient pas, que dans ce monde où elle n'est plus la seule à bouger et tout le monde se met à être imprévisible. Alors il n'y a qu'à gérer cela. Mais je trouve qu'il y a souvent une espèce de décalage entre une analyse qui est souvent juste, je crois que l'on peut dire que l'analyse de la France pour la situation en Irak, au Moyen-Orient a été amplement confirmée, il n'y a pas que le « *National Journal* » pour le reconnaître et, d'autre part, la manière dont c'est exploité quelquefois. Il y a une espèce de contradiction entre des grands principes, des proclamations qui suscitent un enthousiasme réel dans le monde entier, et ensuite une gestion beaucoup plus difficilement lisible, faite de compromis inévitables, mais qui brouillent le message.

Alors faut-il s'opposer, mettre son veto ou pas ? Fallait-il faire campagne pour éviter une majorité au Conseil de Sécurité ? De même, on a dit qu'on ne voulait pas participer, mais cela serait différent s'il y avait après le 30 juin un gouvernement irakien, l'ONU, etc. Après quoi, quand cela arrive, on ne dit pas nettement que ce gouvernement c'est de la blague, c'est toujours les Américains, il n'y a pas plus de raison de participer que d'aller au Vietnam, c'est analogue au Vietna Ou bien on y va parce que Al Qaïda n'était pas en Irak, mais que maintenant il y est, maintenant on a tous la tâche d'éviter cela, d'éviter sa victoire. Ou bien encore on dit, qu'on essaie d'avoir une position européenne pour dire d'accord maintenant que vous venez nous chercher, mais à condition que ce ne soit pas d'un côté l'OTAN, de l'autre côté les Américains, à condition que ce soit ceci ou cela. Mais dans la réalité, on fait, comme pour l'élargissement, des choses que l'on n'a pas beaucoup aimées, l'élargissement de l'OTAN, l'élargissement à la zone Sud, l'élargissement de l'Europe. Mais on

traîne les pieds. On dit oui à l'OTAN mais à condition que ce ne soit pas au nom de l'OTAN, que ce ne soit pas dans le pays lui-même, etc. Comme si cela changeait grand chose aujourd'hui.

Cette dualité entre les deux temps, le temps de la proclamation et le temps de la gestion diplomatique-stratégique, me paraît donc poser un problème. Là, vraiment, je ne suis pas un professionnel, mais je crois que les professionnels doivent avoir leur mot à dire.

Enfin finalement pour l'avenir, la question centrale c'est la suivante : Kagan dit « *Les Américains et les Européens vivent dans deux mondes différents* », et le recueil des discours de Dominique de Villepin est intitulé « Un autre monde ».

Donc est-ce qu'il y a vraiment deux conceptions qui s'affrontent ? L'une de l'empire bienveillant ou de l'unipolarité, c'est le discours vraiment affligeant de Condi Rice à l'IISS qui dit « *Pourquoi diable la pluralité puisqu'on est tous pour la liberté ?* ». Donc laissez nous faire. L'autre, l'opposition à cela, avec le droit, le multilatéralisme et la multipolarité. Mais comme l'a dit notre président, est-ce que cela va forcément ensemble ? Wilson a été le prophète le plus ardent du multilatéralisme. C'était précisément en réaction à ce qu'il considérait comme l'instabilité de l'équilibre des puissances. Alors on peut dire, mais non, il s'agit cette fois de coopérer. D'accord, mais qui sera l'arbitre ? C'est toujours toute la question.

Et donc personnellement, je trouve très insatisfaisante cette alternative soit les Etats-Unis puissants et bons par définition, ce qu'on peut faire de mieux pour les droits de l'homme, c'est de leur laisser les mains libres et les soutenir, d'ailleurs la légitimité leur vient de leur essence morale ou bien de leur Constitution et du peuple américain pas de la loi universelle, soit ou bien la charte de l'ONU, le Conseil de Sécurité : les interventions sont légales et morales si c'est l'ONU, si c'est le Conseil de Sécurité qui les décide, c'est illégal et immoral si ça ne l'est pas lui. Donc la sanction de la Russie et de la Chine, etc. rend quelque chose légal ou illégal. Et nous savons tous

que tous les Etats, y compris la France, en faisant des représailles au Liban ou n'importe où, agissons dans certains cas unilatéralement.

Le problème, il me semble, pour le multilatéralisme, c'est justement quel multilatéralisme ? Est-ce que c'est celui des alliances ou celui de la sécurité collective ? Est-ce qu'il y a, entre Etats qui ont des valeurs convergentes et des intérêts convergents, des normes qui peuvent être concertées et qui émergent ? Par exemple trois Secrétaires généraux de l'ONU successivement ont dit que la souveraineté importait, certes, mais les droits de l'Homme aussi, et qu'il fallait revoir le problème des conditions pour l'usage de la force. Donc je crois que c'est dans cette situation ambiguë qui n'est ni l'un ni l'autre, ni un droit qui serait comme le droit intérieur avec une autorité, un *praetor*, une police, etc. ni l'arbitraire de la puissance, mais l'émergence d'un consensus et de l'ordre concerté.

De même pour la multipolarité, moi je n'ai jamais compris cela car, en un sens, le monde est évidemment multipolaire, comme on le voit par les limites de la puissance qui est censée incarner l'unipolarité. L'hyperpuissance cède devant Moqtada el Sadr à Najaf, depuis toujours. Fidel Castro est un pôle, il y a 10 000 pouvoirs de résistance qui s'opposent à la puissance, il y a une diversité dans le monde etc.

Quand on dit monde multipolaire, je pense que si cela a un sens, cela voudrait dire qu'il y a des pôles qui sont relativement comparables en puissance et relativement équidistants. A ce moment là, cela devient très simple, c'est ce que disait Bismarck, à propos du Concert européen « *La politique internationale est très simple, il suffit d'être parmi les trois, plutôt que parmi les deux* ». Mais autrement c'est un exercice abstrait, on fait contrepoids à A en s'alliant avec B ou le C, quelle est sa force ? Quelle est sa stabilité intérieure, quels sont vos liens économiques avec A ? Je ne trouve pas que cela ait beaucoup de sens.

Pour avoir du multilatéralisme il est certain qu'il faut un certain degré de multipolarité, autrement c'est le plus fort qui dicte la loi aux organisations internationales comme cela se passe peut-être, je ne suis

pas spécialiste, au FMI ou à la Banque Mondiale. Donc il faut des minorités de blocage, des choses comme cela, mais plutôt à l'intérieur de l'Occident tout en ayant une position de la France à l'intérieur de l'Europe et de l'Europe à l'intérieur de l'Occident qui soit beaucoup plus ouverte aux problèmes du reste du monde et qui puisse, tout en étant ancrée dans l'Occident, jouer les intermédiaires ou les gardes-fous par rapport à la puissance américaine. Parce que finalement, la grande différence, c'est que les Américains comprennent très peu la complexité du monde, mais très peu de doutes sur eux-mêmes et que l'Europe comprend beaucoup mieux la complexité des problèmes du monde mais ne sait pas du tout ce qu'elle est et où elle va.

C'est un peu, « si jeunesse savait, si jeunesse pouvait », peut-être c'est la vocation de la France est d'essayer de rapprocher ces deux thèmes ? Merci.

Philippe PETIT (*Directeur-adjoint du CAP 1979-1981, Vice-Directeur général OMPI*)

Ce qui me frappe dans les conversations que nous avons avec nos partenaires européens, c'est que nous, Français, sommes pratiquement les seuls à penser que l'Europe va devenir une puissance et à souhaiter qu'elle le devienne.

La plupart, de nos partenaires, soit parce qu'ils considèrent que la puissance est intrinsèquement perverse comme le disent les théologiens, soit parce qu'ils ne veulent pas concurrencer les Etats-Unis, ne souhaitent pas, en tout cas à l'heure actuelle, que l'Europe devienne une puissance.

Et l'opinion européenne pense que l'Europe va devenir un modèle sur le plan éthique, sur le plan de l'environnement, du social, au fond qu'elle a un avenir de confort paisible à l'abri des problèmes de puissance.

Pendant ce temps, non seulement les Etats-Unis, mais aussi la Chine, mènent une politique délibérée de puissance, consomment de

l'énergie à tout va, construisent des forces militaires importantes, et il ne fait pas de doute que la Chine, sauf bouleversement politique interne, deviendra, et deviendra peut-être plus tôt qu'on ne le pense, une puissance de nature à équilibrer les Etats-Unis, alors que l'Europe en fait ne le veut pas. Questions : est-ce que nos partenaires sont susceptibles de changer de position dans l'avenir, qu'est-ce qui pourrait les faire changer de position, et est-ce que nous pouvons influencer sur ce changement ?

Jean-Louis GERGORIN

Je vais laisser la parole à Michel Foucher qui est présent.

Juste une remarque : la France souhaitait que l'Europe soit une puissance mais enfin j'ai souvent entendu par exemple Hubert Védrine dire « *quand elle dit cela, elle pense au fond d'elle-même l'Europe comme une sorte d'expansion de la France et non pas comme l'Europe dans sa réalité* ».

Au fond de nous-mêmes, on va au bout de cette logique. Est-ce que la France peut envisager d'abandonner au profit de l'Union européenne son siège de membre permanent du Conseil de Sécurité ? Je crois que la contradiction que vous évoquez entre la France et ses partenaires est aussi bien interne à nous mêmes, me semble-t-il.

Michel FOUCHER (*Directeur du CAP 1999-2002, Ambassadeur de France en Lettonie*)

La première commande de Dominique de Villepin, en juin 2002, portait sur les vecteurs modernes de la puissance. Ce faisant, comme le souligne Phil Gordon, je me suis souvent interrogé sur ce que pouvait être le rôle du CAP dans un Etat qui, sauf exception (Proche-Orient) fait plutôt des choix de puissance de statu quo ? Ce n'était pas seulement l'effet de la situation de cohabitation. Spontanément, la France réagit comme une puissance de statu quo, à ceci près que, dans

cette période là, qui commence au Kosovo et qui se termine en Irak, juste avant, il n'était plus possible de tenir cette position.

En revanche sur le franco-allemand, à la suite d'une initiative de Gilles Andréani, nous avons innové en rédigeant des textes entièrement communs entre le CAP et le Planungstab, d'abord sur l'avenir de l'Europe puis sur la globalisation. Ceci a contribué à nourrir un travail inter-gouvernemental fructueux.

Par ailleurs, tout en étant ce que tu appelles « conservateur », Phil, les réalités extérieures, indépendantes de notre volonté, nous ont amenés à nous engager. Engagement qui finalement a produit non un effet de puissance mais un effet de prise de responsabilité.

La PESC est très largement née d'une coopération franco-britannique, que Bruno a rappelée tout à l'heure, en Bosnie. Donc je crois qu'il convient de nuancer ta conception de continuité dans le conservatisme en ajoutant notre capacité de réponse à un certain nombre de défis, de manière de plus en plus efficace.

Face à une culture du statu quo aggravée par la cohabitation, le rôle du CAP était justement de mettre l'accent sur ce qui se passait et qui nous obligeait à bouger.

Sur l'engagement dans les crises, je crois que le CAP a eu un rôle assez important, d'abord pour susciter des vraies analyses inter-directions. Avec Hubert Védrine a été mis en place un comité stratégique réunissant tous les directeurs chaque trimestre autour du Ministre, de façon à s'accorder sur une grille de lecture des faits et tendances, puis de mesurer en quoi nos intérêts étaient en jeu et quelles étaient les marges d'action. Et cela a contribué à diffuser un peu une culture de prospective et inciter les directions,- elles le font de plus en plus- à consulter elles-mêmes les experts.

Les notes d'analyse n'étaient pas des papiers d'analyse et de prévision mais plus précisément d'analyse et de propositions d'action, c'est-à-dire que l'anticipation portait non pas sur les crises, parce que

le schéma était assez connu, mais sur ce que l'on pouvait faire. Et cela, ça a été un souci permanent sur toute une série de sujets.

Nous nous sommes impliqués - progrès par rapport au conservatisme et à la continuité- dans la gestion collective des crises. Je me souviens des groupes de contact. Il m'est arrivé de représenter le directeur politique dans ces groupes de contact, mais en liaison avec lui, quand il était dans une autre réunion dans un autre endroit du monde.

Une autre formule intéressante a été celle des « *Quad* » en particulier, réunions à 4, chaque trimestre dans une capitale, à Berlin, à Londres, aux Etats-Unis. On mutualisait, comme l'a dit Michel Barnier ce matin, nos analyses et cela nous a fait progresser. Mais c'était lié à une obligation de chercher à améliorer une gestion collective des crises (Groupe de contact).

Tout ce que fait le CAP n'est pas public. A cette époque comme à d'autres, il y a eu des actions qui n'ont pas fait l'objet de papiers écrits, des interventions directes ont eu lieu, qui ne relèvent pas du débat de politique étrangère. Ainsi une action d'appui à certains leaders démocrates avant l'élection en Serbie, puisque le CAP avait anticipé l'échec électoral de Milosevic. Même chose sur les affaires du Proche-Orient, notamment sur les scénarios territoriaux.

A propos de la multipolarité, notre problème c'est d'adapter le système multilatéral à la réalité d'une multipolarité géoéconomique et démographique essentiellement. Hubert Védrine avait émis l'idée d'une multipolarité « coopérative » lors d'un discours à New-Delhi. Si on reste dans la seule logique du contrepoids, le risque est de retomber dans la politique du jeu à somme nul puisque la rivalité des pôles n'est en rien un gage de stabilité (cf l'échec du concert des nations en 1914) . Une réponse à ce défi c'est l'adaptation du système multilatéral actuel. Or, on se retrouve ici dans le paradoxe que Pierre dessinait, dès lors que notre intérêt est le statu quo (Conseil de Sécurité à cinq), mais notre discours est de dire qu'il faut un nouveau système multilatéral et qu'il faut l'adapter. L'enjeu est de l'adapter sans y perdre. Cette contradiction mérite réflexion

Le Big Bang a été cité. Je rappelle que Roland Galharague avait rédigé une note clairvoyante sur ce scénario d'élargissement généralisé de l'OTAN. Je rappelle que le Président de la République française en juin 2001 fut le premier à Riga, Vilnius et à Tallinn à prôner l'extension de l'OTAN aux pays baltes, alors que les Etats-Unis n'en voulaient pas, sauf l'équipe de Ron Asmus, et que l'Allemagne ne voulait pas gêner la Russie. Là encore, le CAP a été dans son rôle, celui d'aller contre ou au delà de la doxa.

Bruno RACINE

Sur ce point quand même, on n'a pas toujours été aussi révolutionnaire vis-à-vis des candidats. Un point qui me paraît mériter la réflexion, c'est la notion d'intérêt. Le mot « intérêt de la France ». Charles de Gaulle disait que sous les conventions de forme, la politique étrangère n'a à faire qu'avec des intérêts. Comment donner un sens à cette notion d'intérêts de la France dans un monde où elle est interdépendante de ses voisins européens ? Ce n'est pas absolument évident, et j'ai l'impression que très souvent nous parlons comme des Allemands mais nous agissons comme des Britanniques, si je voulais employer une formule provocante et outrageusement simplificatrice.

Michel FOUCHER

Bruno, si je peux dire un mot là-dessus. C'est un point sur lequel on avait commencé à travailler à propos du Proche-Orient. Peut-on définir, et cela c'est un débat avec nos amis américains, peut-on définir sur le Proche-Orient des intérêts européens ?

Et je me souviens de la réaction de « staffers », qui disaient : « mais qu'est-ce que c'est qu'un intérêt européen ? » Raison de plus pour y travailler et, là, on avait identifié des intérêts européens, définis de manière autonome, qui pouvaient ensuite converger ou non avec des intérêts américains. Si cela convergeait, on travaillait ensemble, sinon on continuait à travailler aussi. Mais je crois que là aussi il faut

qu'on avance dans cette direction avec la part de perte que cela peut représenter pour des intérêts français imaginaires.

Jacques AMALRIC (*Journaliste*)

Oui je voulais réagir très brièvement à l'exposé de Phil Gordon sur l'absence de débat notamment sur la question de mondialisation.

C'est vrai que si on prend le terme du débat de manière classique c'est-à-dire des partis politiques qui s'opposent sur un certain nombre de sujets ou si on prend le débat au niveau des élites, qu'elles soient politiques, qu'elles soient académiques, qu'elles soient journalistiques, là effectivement on peut se poser la question.

Mais il y a une chose que vous n'observez pas, c'est qu'au niveau de la mondialisation, le débat est descendu d'un cran au niveau de la société civile, et là il y a un débat véritable, il y a une gauche, une extra gauche, une extrême gauche, la gauche de la gauche qui est extrêmement vivace sur ce thème là. Avec des succès assez peu probants, mais cela existe. Tout le débat sur le développement durable, le débat sur les droits de l'Homme notamment, les pressions qui existent continuellement au niveau des médias sur l'attitude à avoir vis-à-vis de Poutine, tout cela existe. On ne peut pas faire comme si le débat avait complètement disparu. Il y a donc un niveau d'analyse différent qui est celui de la société civile, celui des ONG et là il y a un certain dynamisme malgré tout.

Samy COHEN (*Directeur de recherche, CERI*)

Si je puis juste compléter. Le discours politique général finalement consiste à dire « certes ces mouvements sont excessifs ou utopistes mais ils expriment une préoccupation fondée et on doit en tenir compte ». Donc je pense qu'il n'y a pas de prophète enthousiaste de la mondialisation. Le ton général en France est de dire : il y a des effets positifs mais attention, il y a beaucoup d'injustices qui se creusent. Le Ministre l'a dit lui-même ce matin. Donc là

mondialisation est inévitable, elle comprend des aspects positifs mais elle est perçue plutôt dans ses conséquences négatives et le discours politique reflète ce sentiment qui, je pense, est majoritaire en France.

Frédéric BOZO (*Professeur, Université de Nantes*)

Je voudrais faire une remarque sur le « conservatisme » et revenir sur ce qu'a dit Philip Gordon tout à l'heure, à propos, surtout, de la diplomatie française face à la fin de la guerre froide, parce qu'il me semble que cela relève d'une forme de cliché qui procède en fin de compte d'un syllogisme: à savoir que dans la mesure où la France était à l'aise dans la guerre froide, elle n'a pas su bien gérer sa fin ; Yalta, autrement dit, lui plaisait tellement qu'elle n'a pas pu s'adapter à l'après Yalta.

En réalité, ce qui se passe dans cette période, ce n'est pas tellement que la France préfère le statu quo : c'est que la diplomatie française est clairement consciente des dangers d'un bouleversement non contrôlé du statu quo.

Quand on prend les deux exemples que tu as choisis, c'est-à-dire l'Allemagne et la Yougoslavie, dans les deux cas il n'y a absolument pas refus d'évolution. Je mets quiconque au défi de trouver un seul document - qui ne soit pas de la main de Jacques Attali - qui démontre que la France se soit opposée à l'unification de l'Allemagne. Elle a simplement été très consciente du risque d'une unification de l'Allemagne qui serait faite « aux forceps » comme avait dit Mitterrand, c'est-à-dire qui n'aurait pas été gérée dans ses conséquences internationales.

Pareil pour la Yougoslavie. Très vite, la France a reconnu l'inéluctabilité des indépendances des républiques. Simplement elle a assorti cela d'une recommandation sur le thème, « il faut gérer cela dans un cadre international pour éviter une déstabilisation ».

Cela dit, je suis d'accord sur un point : il y a bien une perception, qui est celle que tu as dite, d'un conservatisme français dans cette

période. Peut-être que cela peut aussi s'appliquer à l'Irak aujourd'hui. Mais cette perception peut s'expliquer par un paradoxe : à savoir que ce conservatisme apparent renvoie à une obsession française, que tu as toi-même décrite comme révolutionnaire, à savoir l'obsession européenne.

Car ce qui fait apparaître la France comme conservatrice face à l'unification allemande, c'est son obsession de ce que l'unification allemande ne bouleverse pas mais au contraire renforce la construction européenne. Pareil pour la Yougoslavie : l'obsession, c'est que la Yougoslavie ne fasse pas éclater l'Europe de Maastricht, dont le traité avait été signé deux semaines avant.

Là il y a un paradoxe intéressant qu'il faudrait peut-être examiner : ce qui nous fait paraître conservateurs, c'est précisément notre vision révolutionnaire, c'est-à-dire l'idée européenne.

Pierre HASSNER

D'abord je n'ai pas l'intention d'être long. Pour la première question, vous avez raison mais, comme la question, ce qui me choque, c'est que la guerre d'Irak promet un changement parce que dans les sondages on voit brusquement des tas de pays, qui étaient comme vous dites « Europe comme modèle pas comme puissance », dire, « il faudrait que l'Europe soit une puissance, on ne peut pas se fier aux Etats-Unis ». Il est vrai que quand on leur demandaient s'ils voulaient augmenter les dépenses militaires, ils étaient beaucoup moins enthousiastes. Mais il y a quand même un choc à la question. Est-ce que c'est retombé ? Est-ce que cela retombera ?

Je vois par exemple les Européens de l'Est. C'est très simple, si les Américains, comme certains le prévoient, retournent plutôt à une vue isolationniste et que la Russie remonte et qu'en troisième lieu il y ait quelque chose qui semblait s'esquisser, France, Allemagne, Grande-Bretagne dans l'esprit de Saint-Malo, ils deviendront pour l'Europe-puissance.

Ils disent nous n'allons pas être pour quelque chose qui n'existe pas contre quelque chose qui existe. Donc ce n'est pas nécessairement fixe, bien que je ne sois pas très optimiste. Quant à Frédéric, je dois dire je suis tout à fait en désaccord avec toi. On peut toujours dire ce n'est pas parce que l'on était tellement à l'aise. Mais quand même, Mitterrand avait dit « *tout ce qui dépasse Yalta est bon mais n'oublions pas les lenteurs de l'histoire* ». Quand l'histoire s'est accélérée, il a été incontestablement pris par surprise. Il y a un biais plutôt pour le statu quo. Chacun sait que le monde bouge, mais pour le conservateur, il faut qu'il bouge le plus lentement possible. Il y a des périodes où il s'accélère et ceux qui attendent qu'il bouge harmonieusement se trouvent pris de vitesse.

Bruno RACINE

Un bon exemple de cela c'est le traité ABM, qu'on a décrit jusqu'au dernier moment comme la clé de voûte de l'équilibre stratégique alors qu'on pouvait penser depuis plusieurs années qu'il était condamné. Je pense que telle est la force de l'inertie dans ce cas précis.

Philip GORDON

Bon, j'apprécie les remarques de Samy Cohen et Frédéric Bozo et je n'ai pas l'intention d'avoir un débat sur le degré de consensus ou conservatisme.

Je pense tout de même, et j'ai reconnu, que dans la société civile il y avait un débat sur la mondialisation. Le débat dans la société civile a influencé les discours politiques des partis au pouvoir mais pas vraiment plus.

Peut-être qu'il n'y a pas de document qui montre que la France s'opposait aux changements en Yougoslavie mais quand même la France a donné l'impression qu'elle n'était pas très enthousiaste pour la liberté et l'indépendance. Elle n'était pas prête à reconnaître la

Bosnie, surtout avant les autres. C'est pareil pour l'unification allemande.

Moi si j'ai une minute pour répondre, c'était plutôt sur une question qu'ont posée Pierre et les autres sur les Etats-Unis.

Je pense que Pierre a posé la question de savoir si les Etats-Unis allaient rester révolutionnaires ? Et cela touche la question du monde multipolaire. Ce que je veux dire, c'est que cela ne dépend pas forcément de Bush. Il y a une part de structure qui était peut-être inévitable mais aussi une part de contingence, de coïncidence. Je pense que la révolution Bush résulte de trois facteurs : il y avait le 11 septembre, mais aussi la puissance américaine et Bush lui-même.

Bon, le 11 septembre existe et le sentiment américain de vulnérabilité existe aussi. Mais Bush a été élu de justesse, il pouvait être remplacé. Le sentiment de puissance aussi vient et va, c'était le cas il y a deux ans. Ce sentiment de puissance est à son apogée après une décennie de croissance formidable. Mais n'oublions pas qu'il y a 15 ans le débat aux Etats-Unis portait sur le déclin. Dans des séminaires comme celui-ci, on parlait tous du Japon et de l'Allemagne qui allaient nous surpasser, et on se faisait des best-seller non sur Mars ou Vénus mais sur le déclin des Etats-Unis. Puis on a eu une décennie de croissance formidable, croissance militaire, technologique, économique. Mais cela peut se retourner. Maintenant on est de nouveau dans une période de déficits économiques, de dettes et de questions sur notre propre puissance. Donc ce sentiment de puissance qui était nécessaire pour que les néo-conservateurs montent, je ne sais pas si, dans quelques années, on l'aura encore. Cela peut changer. Si les Américains décident qu'ils n'ont pas la capacité de changer le monde, peut-être qu'ils auront toujours ce sentiment de vulnérabilité, mais s'ils décident qu'il n'ont pas la capacité de transformer le monde, il n'y aura plus d'Etats-Unis révolutionnaires.

Dernier point sur la multipolarité. Il ne faut pas sous-estimer en quoi le fait de parler du monde multipolaire peut être une provocation pour les Etats-Unis.

Le terme de multipolarité donne l'impression que c'est systématique ou idéologique et pas pragmatique. Il y des Américains qui n'acceptent même pas que les alliés puissent avoir des différences. Alors, construire un monde multipolaire pour avoir un monde multipolaire, du point de vue de la puissance dominante, c'est provocateur. Ce serait pareil dans n'importe quelle organisation, si quelqu'un en-dessous disait ce n'est pas que je ne suis pas d'accord avec vous mais par principe je ne veux pas que vous ayez la puissance que vous avez. Et c'est pourquoi cela provoque tellement de débats entre les Etats-Unis et la France.

Et je pense que le revers de la médaille, c'est quand Bush a fait la même chose quand il a fait une doctrine de sa politique. En Irak par exemple, plutôt que de dire voici un problème très difficile, peut-être qu'il va falloir utiliser la force militaire, je sais que vous n'êtes pas d'accord mais je pense que finalement il va falloir agir comme cela, cela aurait été moins difficile à avaler. Vous n'auriez pas été d'accord de toute façon, mais beaucoup moins difficile à avaler que de dire par principe il y a une doctrine et cela veut dire que les Etats-Unis peuvent décider quand ils veulent. C'est pour cela qu'à mon avis quand la France parle de monde multipolaire, cela provoque autant parce que ce n'est pas par rapport à un cas spécifique mais par principe et en général.

Bruno RACINE

Je crois qu'il va falloir conclure cette session et je m'excuse auprès de ceux qui auraient aimé intervenir.

Juste un mot de fin. Ce monde multipolaire, il faut savoir si nous le considérons comme inéluctable ou comme souhaitable en soi. C'est la cause de cette difficulté évidente que nous rencontrons avec les Etats-Unis à propos de cette expression. Effectivement, dans l'esprit de certains, peut-être qu'abaisser la puissance américaine comme Richelieu a abaissé la maison d'Autriche, c'est un objectif en soi. Alors que la multipolarité est peut-être tout simplement le résultat de l'émergence naturelle, si l'on peut dire, d'autres puissances sur la

planète et non le résultat d'une volonté systématique de contrer la puissance américaine.

De toute façon, les Etats-Unis ont eux-mêmes intérêt à imaginer à l'avance ce que sera leur rôle et quelle sera la place de l'Europe dans un monde où leur supériorité sera moins évidente qu'aujourd'hui.

En tout cas, le CAP, lui, peut se permettre de dépasser les polémiques et les controverses de circonstances et de réfléchir sur le long terme parce que c'est sa vocation.

Sur ce, je conclus cette session et je rends la parole à Gilles Andréani.

*